Ebisu

Études japonaises

49 | printemps-été 2013

De chose en fait : la question du milieu

Claude HAMON (dir.), *Entreprise et société dans le Japon d'avant-guerre. Regards croisés sur les mots et les idéologies de l'industrialisation autour de l'ère Meiji*

Arles, Philippe Picquier, 2011, 176 p.

Philippe Debroux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/834>

DOI : 10.4000/ebisu.834

ISSN : 2189-1893

Éditeur

Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (UMIFRE 19 MEAE-CNRS)

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2013

Pagination : 171-175

ISSN : 1340-3656

Référence électronique

Philippe Debroux, « Claude HAMON (dir.), *Entreprise et société dans le Japon d'avant-guerre. Regards croisés sur les mots et les idéologies de l'industrialisation autour de l'ère Meiji* », *Ebisu* [En ligne], 49 | printemps-été 2013, mis en ligne le 25 mars 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/834> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ebisu.834>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise

Claude HAMON (dir.), *Entreprise et société dans le Japon d'avant-guerre. Regards croisés sur les mots et les idéologies de l'industrialisation autour de l'ère Meiji*

Arles, Philippe Picquier, 2011, 176 p.

Philippe Debroux

RÉFÉRENCE

Claude HAMON (dir.), *Entreprise et société dans le Japon d'avant-guerre. Regards croisés sur les mots et les idéologies de l'industrialisation autour de l'ère Meiji*, Arles, Philippe Picquier, 2011, 176 p.

- 1 Cet ouvrage édité sous la direction de Claude Hamon analyse au fil de ses cinq chapitres différents aspects des relations entre entreprises et société dans le Japon d'avant-guerre. Un premier chapitre présente la politique sociale de la firme Kanebō. Le deuxième décrit les activités des marchands d'Ōmi 近江 et la base éthique à laquelle ils se sont efforcés de lier la performance commerciale. Le troisième chapitre apporte un éclairage sur la contribution française au développement technologique du Japon au début de l'essor de l'industrie lourde. Le quatrième dresse le panorama des luttes ouvrières et de l'émergence de la société civile dans un contexte de démocratisation inachevée. Enfin, le dernier chapitre décrit le développement de la politique de santé et sa relation avec la volonté de renforcer la puissance du pays et satisfaire les ambitions régionales.
- 2 D'un côté, l'ouvrage nous présente une société entrepreneuriale, ouverte à l'innovation scientifique, managériale, technologique et sociale. De l'autre, est dépeint un pays

traversé par des problèmes menaçant son équilibre socio-économique et démographique et qui peine à trouver les solutions adéquates. Le passage à une conception moderne de la gestion de la santé se heurte aux préjugés sociaux et culturels.

- 3 Le premier chapitre de Claude Hamon est centré sur le cas de Mutō Sanji 武藤山治 (1867-1934), figure emblématique de l'époque par son esprit d'entreprise et par le caractère généreux mais aussi ambigu de ses initiatives en matière sociale. La naissance de nouvelles institutions légales, financières et monétaires a facilité l'émergence d'entrepreneurs privés. Bénéficiant de connections financières et politiques, ils, Mutō y compris, ont développé leurs activités en partageant le système de valeurs du pouvoir politique.
- 4 Cependant, Mutō se distingue de son environnement conservateur en s'insurgeant contre l'interventionnisme étatique et en prônant une politique sociale. Il ne peut pas offrir l'équivalent des « trois joyaux » du système de management japonais d'après-guerre mentionnés par Claude Hamon. Dans un contexte de concurrence exacerbée et d'absence de droit du travail sanctionné par des règlements internationaux et nationaux, il ne peut pas accorder des salaires plus élevés et supprimer le travail de nuit des ouvrières. Il peut toutefois créer les conditions qui permettent d'élever le niveau d'engagement et de loyauté des employés et de les maintenir en bonne santé.
- 5 Mutō ne désire pas dépasser le capitalisme et son opposition aux syndicats est frontale. Son approche reste basée sur le contrôle et fait appel aux valeurs confucéennes traditionnelles pour créer une culture d'entreprise « affective ». Elle a conduit à désarmer et à diviser dans une certaine mesure le mouvement ouvrier. Toutefois, elle a aussi mené à l'amélioration des conditions de travail et de santé. En ce sens, Mutō est un marqueur précoce des changements de la psychologie organisationnelle dans le secteur privé au Japon. Dans la lignée des marchands d'Ōmi décrits par Midori Hirose (deuxième chapitre), on peut dire qu'il a œuvré pour créer un esprit capable d'ancrer l'action capitaliste dans des idéaux éthico-politiques qui a eu des retombées dans le système de gestion d'entreprise d'après-guerre.
- 6 Midori Hirose nous rappelle qu'il existe effectivement au Japon une tradition de philosophie du commerce qui s'est développée pendant l'ère Edo. Le *sanpō yoshi* 三方良し, « bon pour le vendeur, bon pour l'acheteur et bon pour la société », promu par les marchands d'Ōmi est une vision du commerce qui peut être rattachée à la théorie moderne des parties prenantes. Mus par leur éthique bouddhique, ils se sont efforcés de contribuer à la communauté par leur aide financière à des travaux publics et par des activités de charité. Le déclin de l'entreprise signifiait la disgrâce et le déshonneur non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leurs ancêtres. Respecter des valeurs morales d'honnêteté et d'équité sociale était considéré comme indispensable pour assurer le succès à long terme.
- 7 En même temps, les maigres progrès de la démocratisation expliquent la violence sociale. Christine Lévy dénoue l'écheveau des relations entre les composantes du mouvement ouvrier et les rôles et positionnements du syndicalisme et de l'action politique. Elle pointe les contradictions entre la bienveillance sporadique de l'État et la tolérance de l'exploitation et de l'oppression. Le peu d'empressement des entreprises privées à transcender leurs intérêts à court terme est manifeste. Elles s'appuient sur l'État pour réprimer les mouvements sociaux et, à de rares exceptions près, elles se désintéressent des conditions de travail et de santé. Elle décrit les angoisses et les luttes

de travailleurs et de citoyens soumis à des cycles constants de changements radicaux sur lesquels ils n'ont aucune prise. Reflétant l'insatisfaction de la société japonaise devant le peu de progrès de réalisation des idéaux démocratiques, une société civile émerge avec la participation d'intellectuels aux luttes sociales, l'apparition d'une presse militante et de mouvements de citoyens. Une lutte d'influence s'engage entre les mouvements les plus radicaux et ceux cherchant un compromis avec les employeurs. Les relations traditionnelles *oyabun-kobun* 親分／子分 qui régissaient le marché du travail déclinent tout comme les guildes commerciales. Un marché du travail se développe sur la base de l'offre et de la demande dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. De nouvelles formes d'organisation émergent. Des exemples intéressants sont décrits comme celui des conducteurs de pousse-pousse, menacés par le développement des villes et qui intègrent rapidement le discours de la modernité pour défendre leurs intérêts sur le marché.

- 8 Les chapitres concernant la présence française dans la construction navale militaire et lors de la gestion d'une pandémie de tuberculose abordent deux thèmes importants : la politique de formation d'une main-d'œuvre qualifiée et le rôle des étrangers dans le processus, et la politique de la santé. Dans le premier cas, Elisabeth Weinberg de Touchet examine l'apport français dans le secteur de l'armement sous la forme d'une main-d'œuvre qualifiée qui s'est révélée très mobile dans un contexte de développement de l'industrie lourde et de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Toutefois, la présence de travailleurs qualifiés français a été clairement circonscrite dans le temps et dans son ampleur, montrant la constante dans la politique de développement économique japonaise de compter sur ses propres ressources et de limiter la présence étrangère.
- 9 Dans le chapitre écrit par Sandra Schaal, on retrouve des éléments de ce qui a été analysé par Foucault à travers le concept de « gouvernementalité* ». Vient un moment où l'État ne peut plus ne pas se préoccuper du bien-être des populations, car son propre intérêt, c'est-à-dire sa propre puissance, en dépend. Dans la première moitié de l'ère Meiji, les autorités publiques et le secteur privé ont eu une attitude commune sur les impératifs du développement. L'État a réprimé durement toute contestation et a accepté le sacrifice d'une partie de la population féminine jeune. Toutefois, il a ensuite pris conscience du danger qu'une négligence du bien-être de la population lui faisait courir.
- 10 Depuis l'Édit impérial sur l'éducation et la promotion officielle d'une « moralité nationale », le langage de la moralité a joué un rôle politique important. Comme l'écrit Foucault, l'objectif de l'État est de « disposer des hommes et des choses », de gérer leurs relations de façon à les conduire à des objectifs acceptables pour chacun. Dans le cas de l'État de Meiji, cela a signifié que les femmes ne travaillent plus (ou moins) la nuit, parce que le pays avait besoin d'enfants et donc, de mères. Cela a justifié les premières mesures de protection sur les lieux de travail. Pour vaincre l'épidémie de tuberculose, il met en place des moyens de prévention des maladies en prônant des mesures d'hygiène et en procédant à des vaccinations obligatoires. Par ces politiques, il arrive à contrôler efficacement les populations et à leur faire intérioriser certaines contraintes.
- 11 L'enseignement moral distillé aux jeunes ouvrières qui est prôné par l'État, comme par Mutō, s'inscrit dans cette logique. Dans cette optique, Sandra Schaal nous montre comment l'État japonais est devenu un bon père de famille. Les risques de pandémie étaient réels et se conjugaient avec la volonté de bâtir une nation forte qui nécessitait

une population saine et robuste. L'État de Meiji a acquis une connaissance précise de la société japonaise et il l'a utilisée pour gagner la confiance des populations. Comme Sandra Schaal l'explique, il a cherché à agir conformément à leurs intérêts et à leurs coutumes et habitudes, pour que les mesures aient un meilleur impact. Quand les normes et les valeurs de travail et d'hygiène ont été intériorisées, l'État n'a plus eu besoin, sinon en dernier recours, d'utiliser la force pour faire respecter ses lois. Dans ce schéma, la contrainte, la coercition, qui sont propres à toute domination, ont été désormais plus subtiles car intériorisées par ceux qui la subissaient.

Conclusion

- 12 Le livre décrit le processus complexe d'identification à des valeurs universelles avec lesquelles le Japon s'est efforcé de composer pour bâtir (ou encourager l'émergence) un système socio-économique efficient et effectif. Dans le laboratoire économique et social qu'a été le Japon pendant l'ère Meiji, les acteurs politiques, sociaux et économiques ont cherché à combiner les éléments de la culture traditionnelle avec les outils et les concepts d'un État moderne. La lecture des différents chapitres permet de comprendre leurs interactions constantes, les interrogations et les conflits auxquels ont conduit ces transformations et le développement de nouveaux concepts et capacités qui en ont résulté. En ce sens, le livre apporte un éclairage nouveau et représente une contribution importante à l'étude de l'ère Meiji et aux relations entre entreprise et société.

NOTES

*. Michel Foucault, « La gouvernementalité », *Actes*, 56, 1986, p. 9-10).

AUTEURS

PHILIPPE DEBROUX

Université Sōka

Chercheur associé à l'UMIFRE 19 MAEE-CNRS MFJ